



Conseil économique et social

Distr. générale
16 mai 2016
Français
Original : anglais

Session de 2016

24 juillet 2015-27 juillet 2016

Compte rendu analytique de la 24^e séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 6 mai 2016, à 10 heures

Président : M. Oh Joon..... (République de Corée)

Sommaire

Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (*suite*)

Réunion spéciale sur les effets de l'épisode 2015-2016 du phénomène El Niño : réduire les risques et se saisir des occasions offertes

Ouverture de la réunion spéciale

Table ronde interactive

Clôture de la réunion spéciale

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-07460 (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (suite)
(E/2016/L.14)

Projet de décision E/2016/L.14 : Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de 2016 du Conseil économique et social

1. **Le Président** dit que le projet de décision n'a pas d'incidences sur le budget-programme.
2. *Le projet de décision E/2016/L.14 est adopté.*

Réunion spéciale sur les effets de l'épisode 2015-2016 du phénomène El Niño : réduire les risques et se saisir des occasions offertes

Ouverture de la réunion spéciale

3. **Le Président** dit que de nombreux pays en développement d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et du Pacifique pâtissent actuellement des effets dévastateurs et des graves conséquences de la manifestation la plus extrême du phénomène El Niño connue à ce jour. La sécheresse a conduit les autorités des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie et des Palaos à déclarer l'état d'urgence, tandis que le Malawi a déclaré l'état de catastrophe. En février 2016, près d'un million d'enfants d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe étaient soignés pour des symptômes de malnutrition aiguë due à des pénuries alimentaires. La présente réunion se tient pour examiner les dimensions sanitaires, socioéconomiques et environnementales du phénomène El Niño et échanger des données d'expérience afin de réduire ses conséquences.

4. Les manifestations climatiques extrêmes provoquent la sécheresse, des incendies, des maladies, des déplacements de populations et la destruction de produits agricoles partout dans le monde, ce qui se répercute négativement sur les prix des produits de base, les moyens de subsistance et les perspectives de développement durable. Les changements climatiques font que ces catastrophes deviennent récurrentes. Il est donc important que les Nations Unies, les organisations internationales et régionales, la société civile, le secteur privé et la communauté scientifique agissent de façon coordonnée pour mieux gérer ces risques et empêcher qu'El Niño ne provoque des crises humanitaires.

5. **M. Glasser** (Représentant spécial du Secrétaire général pour la mise en œuvre de la stratégie internationale de prévention des catastrophes), parlant du Mexique par liaison vidéo, dit que cet épisode du phénomène El Niño a affecté près de 60 millions de personnes à ce jour. Certains pays ont connu des inondations à la suite de très fortes précipitations tandis que d'autres, victimes de sécheresse, ont vu leurs cultures, leurs cheptels et leurs réserves d'eau potable gravement atteints. En proportion, les conséquences socioéconomiques d'El Niño sont plus graves dans les pays à faible revenu et les petits États insulaires en développement. On notera aussi la forte probabilité que La Niña se manifeste plus tard en 2016. Dans le passé, de telles manifestations ont eu de graves conséquences sur la sécurité alimentaire des pays en développement. On pense que les changements climatiques peuvent potentiellement accroître la fréquence et la gravité des épisodes d'El Niño et de La Niña, bien qu'il faille étudier cette question plus avant.

6. Sur une note positive, on soulignera que le climat est plus facilement prévisible lors des épisodes d'El Niño et de La Niña, ce qui signifie que les pays ont une plus grande latitude pour gérer ces risques et leurs effets. Pour réduire les effets négatifs de ces épisodes, il faut s'appuyer sur des prévisions et des données relatives aux risques sur une base saisonnière, et ce faisant, éclairer la prise de décision et définir les actions à mettre en œuvre. De nombreux pays ont pris des mesures pour se préparer aux épisodes d'El Niño en 2015 et 2016. El Salvador a distribué des plants de café résistant à la sécheresse et à la rouille et a formé les producteurs à l'utilisation des techniques d'irrigation. Les Philippines ont élaboré une feuille de route pour lutter contre El Niño, notamment par l'ensemencement des nuages, la distribution de semences et la promotion de la diversification des cultures et de l'utilisation rationnelle de l'eau. Le Malawi a renforcé ses filets de protection sociale et l'Angola a commencé à redresser ses services de soins de santé pour mieux combattre des maladies telles que la fièvre jaune et le paludisme, qui se propagent plus fréquemment pendant les périodes de climat humide.

7. L'épisode actuel d'El Niño a mis au jour le manque de ressources disponibles pour se préparer et en atténuer les effets. Il faut investir davantage dans des efforts de longue durée pour assurer des services climatologiques qui réduisent les risques et permettent de mieux se préparer et de mieux résister aux niveaux

local et national. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sont, ensemble, les instruments de référence qui guideront l'action à mener pour affronter les manifestations futures d'El Niño et les autres risques climatiques.

8. **M^{me} Manaenkova** (Organisation météorologique mondiale) (OMM), parlant de Genève par liaison vidéo, dit que l'OMM a mis en place un grand nombre de centres et de mécanismes dans le monde pour produire des données climatologiques mondiales, régionales et nationales. En réponse à l'intérêt sans précédent suscité au niveau mondial par El Niño en 1997 et 1998, l'OMM a commencé à élaborer régulièrement des bulletins comportant les évaluations consensuelles les plus récentes sur le climat et des informations sur les évolutions attendues dans les mois suivants. Ces bulletins sont élaborés en collaboration avec des organismes et des experts du monde entier.

9. Les connaissances scientifiques sur El Niño se sont largement développées ces dernières années, mais il n'est pas possible de prédire comment les changements climatiques exceptionnels qui se sont produits depuis 1998 exercent des effets sur l'épisode actuel d'El Niño ou sur ses manifestations futures. Néanmoins, la somme très importante de connaissances accumulées donne aux décideurs des éléments d'alerte pour se préparer face aux risques potentiels de catastrophes dans les pays et les régions du monde. Sachant que chaque région du monde est face à des processus atmosphériques et océaniques quasiment autonomes qui lui sont propres et qui peuvent, selon le cas, affaiblir ou renforcer les effets des manifestations climatiques ou donner à l'avance des indications sur leurs conséquences éventuelles, il est important qu'à l'échelle régionale ou nationale, les prévisionnistes puissent tenir compte des conditions locales lorsqu'ils interprètent les informations qui sont produites dans le monde. S'appuyant sur les succès des bulletins Info-Niño/Niña, l'OMM met actuellement en place une nouvelle initiative pour élaborer des prévisions climatiques mondiales plus larges.

10. Le prochain bulletin Info-Niño/Niña devrait être publié à la mi-mai 2016. Il devrait indiquer que le précédent et puissant épisode El Niño de 2015-2016 s'affaiblit rapidement mais pourrait influencer sur les modèles climatiques jusqu'au milieu de 2016 et que

l'on connaîtrait une période neutre en mai 2016 suivie d'une montée du phénomène La Niña au troisième trimestre de l'année.

11. Les services climatiques, la réduction des risques de catastrophe et le renforcement des capacités sont les priorités stratégiques de l'OMM. Il est extrêmement important que les gouvernements appuient leurs services météorologiques et hydrométéorologiques nationaux, notamment ceux qui n'ont pas accès aux informations pertinentes sur les effets climatologiques, ne peuvent pas les utiliser et ne peuvent pas en fournir, ainsi que ceux qui abritent des centres qui sont au service d'autres pays.

12. *L'Organisation météorologique mondiale présente un documentaire vidéo court sur les causes du phénomène El Niño, les conséquences de l'épisode 2015-2016 d'El Niño et les liens imprévisibles entre le phénomène et les changements climatiques.*

13. **M. Benitez Ramos** (Ministre de l'agriculture et de l'irrigation du Pérou), présentant le discours inaugural, dit que l'expérience de son pays montre combien il importe de créer une culture de la prévention. Le Gouvernement péruvien s'est préparé très tôt à la manifestation actuelle d'El Niño afin d'éviter que ne se reproduise la situation de 1997-1998, lorsque le phénomène avait causé des dégâts correspondant à 1 % du Produit intérieur brut. Le Gouvernement a tout d'abord acquis en 2014 des équipements supplémentaires pour permettre aux forces de défense, de police et de sécurité de mieux se préparer à des épisodes climatiques graves. En juillet 2015, le Gouvernement a déclaré l'état d'urgence préventif dans 14 des régions du pays, à l'effet de prendre des mesures préventives pour protéger le pays contre le déclenchement prévu du phénomène El Niño. Un conseil ministériel, présidé par le Ministre de l'agriculture et de l'irrigation, s'est tenu et a décidé de mobiliser 680 millions de dollars pour mettre en œuvre un plan de cinq mois dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et des transports. Le Gouvernement central et des collectivités régionales et locales ont pris part à la mise en œuvre de ce plan de façon coordonnée afin de préparer la population. Cette approche s'est révélée très fructueuse puisque les effets d'El Niño ont été moins graves que prévu. D'une façon générale, le Pérou a réussi à minimiser les effets négatifs de l'épisode actuel d'El Niño en agissant préventivement sur la base des informations

disponibles et en mettant en place des structures qui ont permis d'organiser rationnellement les actions et de préparer la population après avoir veillé à mobiliser suffisamment de ressources au titre de la planification en prévision des catastrophes et du relèvement.

14. *Présentation d'un documentaire vidéo court sur les mesures de prévention des risques de catastrophe et d'atténuation de leurs effets qui ont été prises au Pérou en prévision de l'épisode 2015-2016 d'El Niño.*

Table ronde interactive

15. **M^{me} Falk** (CBS News), modératrice, dit que les phénomènes climatiques ont été à l'origine de 90 % de toutes les catastrophes naturelles qui se sont produites dans les 20 dernières années et ont causé chaque année des pertes économiques allant de 250 à 300 milliards de dollars. Elle exprime sa solidarité au Gouvernement canadien confronté aux incendies en Alberta, qui semblent être liés au phénomène El Niño.

16. Il importe de bien comprendre ce phénomène dans le contexte élargi de l'accroissement des catastrophes naturelles et des risques liés au climat et de voir dans quelle mesure la mise en œuvre des objectifs de développement durable, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et de l'Accord de Paris permettra de mieux résister au phénomène El Niño.

17. Notant que l'Éthiopie connaît la pire sécheresse de ces 50 dernières années à la suite de l'épisode 2015-2016 d'El Niño, elle demande quelles ont été les conséquences économiques, sociales et environnementales de cette sécheresse sur le pays.

18. **M. Kassa** (Commissaire à la gestion des risques de catastrophes naturelles en Éthiopie), participant, dit que la sécheresse a affecté les cultures et le cheptel, ce qui a poussé 10,2 millions d'Éthiopiens dans la dépendance à l'aide alimentaire. Les secteurs de l'eau, de l'éducation et de l'alimentation ont tous été touchés. Le Gouvernement a pris des mesures efficaces et efficaces pour lutter contre les effets de ce phénomène et a mobilisé 381 millions de dollars pour fournir des denrées alimentaires aux populations sinistrées, sachant que la réaction immédiate de la communauté internationale n'a pas été à la hauteur des attentes. Un comité interministériel de prévention et de planification en prévision des situations de catastrophe a été créé pour gérer les opérations d'assistance nationale. L'utilisation des organes gouvernementaux

chargés de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'eau et de l'irrigation pour apporter l'assistance nécessaires aux populations sinistrées s'est révélée judicieuse.

19. Le développement de l'Éthiopie dépend de la mise en œuvre du Document conjoint entre le Gouvernement et les partenaires humanitaires, qui est l'instrument de référence pour la mobilisation et l'utilisation des ressources. L'Éthiopie a adopté l'initiative Unis dans l'action, ce qui ne laisse aucune place aux doubles emplois dans les actions humanitaires et de développement. La grande détermination manifestée par le Gouvernement a facilité la collaboration entre les ministères concernés, les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) internationales et locales et d'autres partenaires.

20. **M^{me} Falk** (CBS News) demande dans quelle mesure les petits États insulaires ont été meurtris par l'épisode 2015-2016 d'El Niño.

21. **M. Sareer** (Représentant permanent des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de l'Alliance des petits États insulaires), participant, dit que les manifestations actuelles d'El Niño ont eu de graves conséquences sur les petits États insulaires. Au début de 2016, le cyclone Winston, alimenté par des températures record à la surface de l'océan, a causé la mort de 44 personnes aux Fidji et des dégâts évalués à plusieurs centaines de millions de dollars. Singulièrement, le cyclone a emprunté un chemin inhabituel que les modèles météorologiques n'ont pas pu prédire. Les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie et les Palaos ont tous déclaré l'état d'urgence à la suite de périodes sans pluie parmi les plus prolongées de l'histoire. L'eau a été strictement rationnée, ce qui a parfois empêché les pêcheurs d'exercer leur métier, car il leur était impossible de disposer de quantités d'eau potable suffisantes pour une sortie en mer de quelques jours. Les petits États insulaires en développement sont plus que tous les autres États très vulnérables à la sécheresse car ils ne disposent souvent pas de nappes phréatiques importantes, sans compter qu'il est difficile d'alimenter d'urgence les îles éloignées en eau potable. Le dessalement de l'eau de mer est parfois une solution, mais elle est très coûteuse. Le Gouvernement des Maldives a mobilisé 19 millions de dollars pour faire face aux besoins en eau, uniquement pendant la période 2015-2017.

22. Les océans deviennent de plus en plus acides du fait de l'absorption des émissions de dioxyde de carbone qui est la cause du catastrophique blanchiment des coraux. C'est un motif de grande préoccupation car 90 % des populations de poissons dans le monde sont tributaires des récifs coralliens et que des millions de personnes en dépendent également pour s'alimenter et en retirer des revenus liés au tourisme.

23. **M^{me} Falk** (CBS News) demande si les petits États insulaires savaient que l'épisode 2015-2016 d'El Niño serait le pire de l'histoire, quelles mesures ils ont prises pour s'y préparer et s'ils peuvent se préparer comme il convient face à une telle urgence climatique.

24. **M. Sareer** (Représentant permanent des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de l'Alliance des petits États insulaires) dit que les petits États insulaires sont dans une situation désastreuse du point de vue des capacités et de la planification en prévision des situations de catastrophe, raison pour laquelle le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et l'appui du système des Nations Unies sont si importants. Le Cadre de Sendai, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris devraient constituer une référence pour apporter l'assistance nécessaire aux États qui ne sont pas entièrement préparés à affronter des phénomènes comme El Niño.

25. **M^{me} Falk** (CBS News) demande quels ont été les effets économiques, sociaux et environnementaux de l'état de sécheresse inhabituel qu'a connu l'Indonésie.

26. **M. Djani** (Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies), participant, dit que son gouvernement a tenu compte des enseignements tirés de l'expérience de 1997-1998, lorsque les cultures avaient subi des dégâts importants, forçant les autorités à importer de grandes quantités de riz. Grâce aux efforts considérables déployés depuis pour mettre en place des systèmes d'irrigation et construire des barrages, la production globale de riz est en hausse à l'heure d'affronter El Niño. Cependant, certaines régions du pays souffrent gravement du manque d'eau. Les feux de forêts causent également de grands problèmes dans le pays, qui est à moitié couvert de forêts. La plus grande partie des forêts indonésiennes sont des tourbières, sachant que la tourbe ne brûle pas facilement, mais qu'il est difficile d'éteindre des incendies de tourbières une fois qu'ils se déclenchent. L'Indonésie a réussi dans une large

mesure à faire face à l'épisode actuel d'El Niño car son organisme climatologique était mieux préparé à cette éventualité que par le passé grâce notamment à la coopération étroite établie avec des partenaires tels que l'OMM. Le pays se prépare actuellement à un probable prochain épisode de La Niña.

27. La coopération internationale, notamment à la faveur du Cadre de Sendai, est essentielle à la lutte contre des phénomènes transfrontières comme El Niño. Il faut cependant veiller à ce que les organismes des Nations Unies ne se fassent pas concurrence et coopèrent fructueusement en s'appuyant sur leurs avantages comparatifs uniques.

28. **M^{me} Falk** (CBS News) demande quelles mesures ont été prises par le Pérou pour prédire des manifestations climatiques telles que le phénomène El Niño, jusqu'à quel point il est possible de les prédire et si des prévisions exactes permettent d'atténuer les risques de catastrophe.

29. **M. Benitez Ramos** (Ministre de l'agriculture et de l'irrigation du Pérou) dit qu'il n'est pas possible d'éliminer les risques liés aux catastrophes naturelles, mais qu'on peut les atténuer dans une large mesure. Une équipe de scientifiques péruviens étudie sans relâche les informations disponibles et établit des prévisions sur la base de données recueillies de sources diverses. Le centre national de prévention des catastrophes naturelles a aidé le Gouvernement à identifier deux millions de personnes pouvant être mises en danger par El Niño. Par la suite, un centre opérationnel mis en place par le Gouvernement et comprenant des responsables de huit ministères a défini les mesures préventives à prendre, dont l'acquisition de machines pour nettoyer les lits de rivières et les ravines, l'amélioration des systèmes de drainage et d'assainissement dans les villes et le renforcement de l'infrastructure de soins de santé. En outre, les abords des habitations situées dans les zones tropicales ont fait l'objet de traitements contre les moustiques transmettant les virus de la dengue, du chikungunya et du zika. On a ainsi pu largement réduire l'incidence de la dengue et on a dénombré très peu de cas de chikungunya et de zika dans le pays malgré les pluies supérieures à la normale dues à El Niño qui ont créé des conditions très favorables à la prolifération de moustiques.

30. Le Pérou est dans une situation très particulière car El Niño a donné lieu à des niveaux de

précipitations supérieures à la normale dans les régions tropicales du nord du pays, ce qui a causé des inondations et des glissements de terrain, tandis que les régions montagneuses du sud connaissent la sécheresse. Le manque d'eau a frappé 1 % seulement des terres arables, mais la sécheresse a eu des incidences négatives importantes car les régions touchées sont les plus pauvres du pays. Au titre des mesures préventives, le Gouvernement a construit dans des zones stratégiques des hangars où il a stocké de l'eau, des médicaments, des denrées alimentaires, des aliments pour le bétail et des vêtements pour se protéger du froid, à l'effet de permettre aux populations d'être approvisionnées même dans l'éventualité où les voies de communication seraient coupées.

31. **M^{me} Falk** (CBS News) exprime sa solidarité au Gouvernement équatorien à la suite du séisme qui a frappé ce pays récemment et demande quelles sont les mesures que l'Équateur a prises pour atténuer les effets négatifs d'El Niño.

32. **M. de la Cuadra** (Bureau du Secrétaire à l'évaluation des risques de catastrophe en Équateur), participant, parlant de l'Équateur par liaison vidéo, dit que son gouvernement a décidé en 2008 de passer d'une approche réactive à une approche de prévention des risques de catastrophe et, en conséquence, a mis en place un système national décentralisé de gestion de ces risques, composé de services spécialisés dans les institutions nationales et les organisations publiques et privées aux niveaux régional, national et local.

33. L'épisode El Niño de 2015-2016 a affecté une zone plus étendue de l'Équateur que celui de 1982-1983, mais ses effets n'ont pas été aussi graves. Au mois de mars 2016, 13 personnes avaient perdu la vie à cause d'El Niño. Les pluies torrentielles et les inondations avaient provoqué des glissements de terrain dans plusieurs provinces et endommagé et détruit respectivement 3 770 et 99 maisons. En ce qui concerne l'agriculture et le cheptel, 3 280 hectares de cultures ont été anéantis. Les pertes causées aux oiseaux et aux poissons se sont élevées à 203 530 dollars dans certaines provinces, y compris les Galápagos. La production de crevette a aussi été gravement éprouvée. Dans certaines zones, les dégâts causés aux routes ont compliqué l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires.

34. **M^{me} Mucavi** (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (FAO) dit que l'épisode actuel d'El Niño est un des phénomènes climatiques les plus extrêmes et les plus étendus des 100 dernières années. Environ 80 % des ressources mobilisées dans les interventions humanitaires pour faire face aux conséquences du phénomène sont allées à la couverture des besoins alimentaires et agricoles. Dans plusieurs régions du monde, les cultures ont été compromises ou devraient l'être, tandis que plus de 32 millions de personnes ont été victimes de graves sécheresses dans la seule Afrique australe. Ce bilan devrait s'aggraver dans les prochains mois, notamment si le phénomène La Niña se déclenche.

35. Pour intervenir efficacement face à El Niño, il faut établir des partenariats fructueux, car aucun organisme ou gouvernement ne peut à lui seul y faire face. Sans appui international concerté, les progrès économiques et sociaux accomplis par nombre de pays en développement peuvent être réduits à néant, compromettant ainsi la réalisation des objectifs de développement durable. Les actions de prévention permettent sans conteste de sauver des vies et de préserver des moyens de subsistance de façon beaucoup moins coûteuse que les interventions menées après les catastrophes. Ainsi, les mesures d'atténuation des effets des inondations mises en œuvre en Somalie, qui ont coûté 1,7 million de dollars, ont permis de sauver des quantités de maïs d'une valeur de 6,8 millions de dollars. Sachant qu'il importe d'agir en amont des crises, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Programme alimentaire mondial (PAM) sont récemment convenus d'élaborer un protocole précisant les mesures à prendre collectivement dans des délais précis afin d'intervenir de manière coordonnée et à temps face aux futurs épisodes d'El Niño et de La Niña. L'oratrice conclut en appelant à agir immédiatement pour mettre en œuvre l'engagement international concernant le renforcement de la résilience face aux catastrophes naturelles.

36. **M^{me} Cavalier Adarve** (observatrice de la Colombie) dit que la participation des collectivités locales à la gestion coordonnée des risques de catastrophe s'est révélée très précieuse en Colombie et demande quelle est l'expérience des autres pays à cet égard. Elle demande également quels sont les exemples de pratiques optimales permettant d'améliorer l'accès

des populations vulnérables aux prévisions sur le climat.

37. **M. Djani** (Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies) estime que s'il n'est pas toujours possible de prévenir les catastrophes naturelles, la communauté internationale peut en atténuer les effets et s'y adapter pour peu qu'elle dispose des bonnes informations. En plus des informations sur le climat produites par l'organisme indonésien de météorologie, de climatologie et de géophysique, le Bureau central des statistiques fournit des données sur l'état des cultures, la malnutrition, la pauvreté et les autres secteurs touchés par El Niño. Dans un pays composé d'un grand nombre d'îles, il est essentiel que les autorités centrales et locales puissent bien coordonner leur action. Les bureaux locaux des organismes compétents agissent en coordination avec les ministères. Pour faire face aux effets d'El Niño, le ministère compétent joue le rôle le plus important, qu'il s'agisse du Ministère de la santé, de celui des travaux publics ou encore de celui de l'environnement et des forêts. Sans coordination au niveau le plus élevé, les actions liées à la réduction des risques de catastrophe et à l'atténuation des effets des catastrophes seraient vaines.

38. Pour diffuser l'information dans les villages et éviter des catastrophes, l'Indonésie a mis en place un système d'alerte rapide par messagerie téléphonique. En outre, on a demandé à des étudiants en ingénierat de passer six mois sur le terrain avant l'obtention de leur diplôme pour aider à la mise en place de systèmes de drainage et d'irrigation.

39. **M. Benitez Ramos** (Ministre de l'agriculture et de l'irrigation du Pérou) dit que son pays dispose d'un organe national de gestion des risques de catastrophe comparable à celui de l'Indonésie, qui se subdivise aux niveaux régional et local. El Niño étant susceptible de toucher 14 régions à risque du Pérou, les ministères concernés y sont représentés. Les collectivités locales sont aussi mises à contribution puisqu'elles recueillent les demandes de milliers de villages et les traitent. L'accent est mis sur les collectivités régionales qui s'attachent à établir des liens de coordination très complexes avec de nombreux petits acteurs et à mettre en place des synergies. Le Pérou a ainsi réussi à élaborer un plan concret et décentralisé de gestion des risques de catastrophe naturelle.

40. Il est compliqué de traduire pour le public des informations scientifiques complexes. Les autorités s'attachent donc à mettre en place un site Web, *Prepárate Perú*, pour communiquer avec la population. Sur ce site, le public pourra suivre l'actualité relative à El Niño, connaître les zones susceptibles d'être atteintes et être informé des routes coupées à la circulation et des déviations mises en place.

41. **M. Kassa** (Commissaire à la gestion des risques de catastrophes naturelles en Éthiopie) présente l'organigramme du système de gestion des risques de catastrophe en Éthiopie, qui prévoit des mécanismes de coordination entre les ministères compétents, les organismes des Nations Unies, les organisations bilatérales et les ONG locales et internationales. Toutes les ressources transitent par ce mécanisme de coordination et les structures gouvernementales existantes.

42. En ce qui concerne les données, le pays dispose des informations nécessaires pour prendre des décisions en toute connaissance des risques de catastrophe. L'organisme national de météorologie recueille des informations à travers les satellites internationaux et procède à une triangulation avec les conditions sur le terrain. S'agissant des catastrophes soudaines, l'Éthiopie est fréquemment confrontée à des inondations consécutives à des périodes de sécheresse. Les autorités ont mis en place un mécanisme de détermination des risques au niveau des districts afin de réduire les effets de ces catastrophes. Il est aujourd'hui nécessaire de déterminer quels sont les systèmes d'alerte rapide les plus appropriés et de définir les interventions en matière de développement sur la base des besoins locaux et des risques spécifiques affectant les districts.

43. **M. de la Cuadra** (Bureau du Secrétaire à la gestion des risques de catastrophe de l'Équateur), intervenant par liaison vidéo, dit que dans son pays, les provinces et les institutions participant à l'action de réduction des risques de catastrophe et d'atténuation de leurs effets partagent les mêmes informations. Les systèmes d'alerte rapide revêtent une importance fondamentale, mais ils ne suffisent pas toujours à faire face aux menaces créées par El Niño. Le récent séisme qui a frappé l'Équateur a montré que le système en place doit être amélioré pour mieux répondre aux situations d'urgence.

44. **M. Sareer** (Représentant permanent des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de l'Alliance des petits États insulaires) dit que la plupart des petits États insulaires en développement sont préparés à gérer les risques de catastrophe naturelle. Compte tenu de la gravité accrue de ces catastrophes, de l'éloignement, de la petite taille et des ressources financières, physiques et humaines limitées des Maldives, il est souvent très difficile d'affronter ces catastrophes. En outre, les phénomènes climatiques sont fréquents dans ces pays, qui ont très peu de temps pour se relever d'une catastrophe et construire des infrastructures plus résistantes. Dans un passé récent, ces phénomènes ont dévasté plusieurs îles et mis à mal leur développement économique.

45. Le tsunami de 2004 a constitué un signal d'alarme pour les Maldives, qui ont depuis lors amélioré leurs mécanismes d'intervention d'urgence et élaboré des systèmes d'information par messagerie téléphonique à l'effet d'atteindre les îles les plus éloignées. Le pays ne dispose cependant pas de capacités suffisantes et attend des Nations Unies qu'elles l'aident dans la coordination avec les mécanismes et réseaux régionaux.

46. **M. Tevi** (observateur du Vanuatu) dit qu'en 2015 son pays a été frappé par le cyclone Pam, dont les effets ont par la suite été multipliés par El Niño, ce qui a lourdement affecté la production agricole et l'activité touristique. Le Vanuatu s'attend donc à enregistrer des pertes économiques en 2016. Le plus grand défi qui se pose aux petits États insulaires en développement comme le Vanuatu est d'intervenir rapidement en cas de catastrophe. Pour gagner du temps, il faut établir des partenariats pour renforcer la coopération internationale.

47. L'orateur demande aux participants de témoigner de leur expérience concernant l'aide apportée par les Nations Unies à leurs pays respectifs et de faire part de leurs idées sur la manière dont les Nations Unies peuvent rendre le système plus performant. Il serait utile de définir les trois plus importantes choses à faire en cas de phénomènes météorologiques extrêmes.

48. **M^{me} Ha Thi Thanh Huyen** (Viet Nam) dit que son pays est actuellement confronté à la plus grave sécheresse et salinisation depuis plus d'un siècle. Cette catastrophe touche 20 millions de personnes vivant dans le delta du Mékong, le grenier à riz du pays. Elle demande quelles sont les mesures susceptibles de

renforcer la préparation aux situations d'urgence et la sensibilisation au niveau local, notamment dans un souci de prévention et d'intervention à long terme.

49. **M. Gonzalez** (Chili) demande quelle est l'apport du Cadre de Sendai en ce qui concerne la satisfaction des besoins et l'élimination des obstacles au renforcement des capacités nationales et de gestion des risques de catastrophe liés à El Niño et La Niña.

50. **M. Krapp** (Allemagne) dit qu'en tant que pays donateur, l'Allemagne est très préoccupée par les graves conséquences de l'épisode 2015-2016 d'El Niño. Les phénomènes climatiques intenses exigent la mise en place d'une assistance humanitaire concertée et de capacités de résilience à long terme. L'Allemagne et ses organismes partenaires ont déjà accordé une assistance humanitaire d'urgence pour un montant supérieur à 100 millions de dollars à l'effet d'atténuer l'impact d'El Niño par un financement direct.

51. Le Gouvernement allemand accorde la priorité à l'aide d'urgence en Afrique de l'Est et en Afrique australe où El Niño a ravagé les cultures locales et détruit les infrastructures d'approvisionnement en eau. Il finance le Fonds central pour les interventions d'urgence à hauteur de 45 millions de dollars par an en moyenne et apporte un appui à nombre de programmes de renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans la corne de l'Afrique.

52. Bien des enseignements peuvent être tirés des conséquences de l'épisode 2015-2016 d'El Niño. Tout d'abord, les systèmes d'intervention rapide doivent être améliorés et adoptés systématiquement à une large échelle. La délégation allemande soutient les projets pilotes de financement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge basés sur les prévisions météorologiques, grâce auxquels les actions de planification en prévision des catastrophes sont financées dès l'émission des prévisions, bien avant la catastrophe. Ensuite, il est essentiel de renforcer la résilience, notamment à travers des actions de protection sociale et des approches agricoles adaptées au climat. Enfin, considérant les liens entre la sécurité alimentaire et la vulnérabilité aux risques de catastrophe naturelle, il est conseillé d'investir dans la première pour réduire les seconds.

53. L'orateur demande comment le Nouveau programme pour les villes peut contribuer à une bonne planification face à ces risques et au renforcement de la résilience à long terme contre El Niño. Les membres

de la communauté internationale dans son ensemble ont la responsabilité morale et politique de faire face collectivement aux conséquences désastreuses d'El Niño.

54. **M. Kassa** (Commissaire à la gestion des risques de catastrophes naturelles en Éthiopie) évoquant les interventions à long terme, dit qu'il vaut mieux investir dans la réduction des risques de catastrophe avant qu'elles surviennent. Une des meilleures façons d'éliminer les causes profondes des catastrophes comme El Niño et d'en réduire les effets est de mettre en place, comme en Éthiopie, un Programme de sécurité productif qui porte surtout sur la conservation des sols et la préservation des ressources en eau, la petite irrigation, le recueil des eaux de pluie, le développement des infrastructures et le renforcement des services sociaux.

55. Les organismes des Nations Unies et leurs partenaires devraient investir l'essentiel de leurs ressources dans la réduction des risques de catastrophe comme le recommande le Cadre de Sendai. En ce qui concerne El Niño tout particulièrement, il importe d'investir davantage dans le relèvement. L'Éthiopie a notamment besoin d'être approvisionnée d'urgence en semences et d'un programme de replantation pour l'alimentation du cheptel.

56. La planification en prévision des catastrophes et la sensibilisation à celles-ci sont essentielles à tous les niveaux, y compris sur les plans local et régional. L'Éthiopie dispose de réserves de céréales et de stocks alimentaires pour faire face à des catastrophes subites telles que les inondations et les feux de forêts. Sachant que le phénomène El Niño devrait selon toute probabilité continuer de se manifester avec la poursuite des changements climatiques et que le phénomène La Niña a 42 à 50 % de chances de se déclarer en 2016, les partenaires des Nations Unies devraient investir dans le Fonds vert pour le climat.

57. **M. Djani** (Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies) dit que les systèmes de planification en prévision des catastrophes naturelles et d'alerte rapide ont une importance fondamentale, notamment au niveau local. Contrairement aux tsunamis, qui sont des catastrophes en temps réel, les phénomènes El Niño et La Niña peuvent être prédits et on peut s'y préparer, que ce soit du point de vue de la santé, des cultures, des méthodes agricoles, de la fourniture d'eau potable, etc. Les

actions d'atténuation des effets de ces catastrophes doivent porter notamment sur la santé et les secteurs économique et social. L'infrastructure est nécessaire à la reconstruction à long terme. L'Indonésie aura construit 65 barrages en 2019. Elle en a déjà réalisé six.

58. À la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence Habitat III, l'Indonésie présentera une proposition sur les villes et villages côtiers qui sont souvent les oubliés des discussions sur les zones urbaines, mais sont si importants dans les petits États insulaires en développement, surtout dans le Pacifique.

59. **M. Sohlström** (Suède) dit que l'alerte est générale, des îles du Pacifique à la corne de l'Afrique, ce qui reflète un état d'urgence mondial exigeant de la communauté internationale qu'elle agisse en renforçant les partenariats internationaux et les actions d'appui partout dans le monde. La Suède a été un des premiers pays à agir face aux effets d'El Niño. Elle a versé 15 millions de dollars au PAM et, plus généralement, 100 millions de dollars au titre de l'aide en faveur des victimes d'El Niño. Elle continue d'apporter un appui humanitaire à court terme aux victimes et à élaborer des programmes à long terme pour renforcer la résilience face aux catastrophes et transcender le clivage entre action humanitaire et développement.

60. L'orateur demande quelles sont les questions saillantes qu'il faut traiter lorsqu'on passe de l'assistance humanitaire à court terme aux efforts de développement à long terme.

61. **M^{me} Gill** (États-Unis d'Amérique) dit que l'épisode actuel d'El Niño est le plus intense de l'histoire. Il a poussé beaucoup de personnes à désertir leurs maisons, a mis en péril les moyens de subsistance de nombreuses familles, provoqué des pénuries alimentaires et mis en danger la santé et l'alimentation des personnes, compromettant ainsi des avancées économiques durement acquises. Grâce aux nouvelles technologies et aux systèmes d'alerte rapide, le monde dispose aujourd'hui d'amples informations sur les épisodes climatiques déclenchés par El Niño tels que la sécheresse dans la corne de l'Afrique.

62. Au lendemain de la famine en Somalie et de la sécheresse qui ont frappé l'Afrique de l'Est en 2011, puis de la sécheresse en Afrique de l'Ouest l'année suivante, les États-Unis se sont engagés à intervenir plus rapidement et plus massivement en réponse aux signaux des systèmes d'alerte rapide et à mieux

intégrer leurs programmes d'urgence en matière de développement afin de faire face aux situations de vulnérabilité qui entraînent les perturbations causées par des phénomènes climatiques.

63. Cependant, l'écart entre le montant des ressources nécessaires pour faire face à El Niño et le volume des fonds mobilisés demeure trop important. Les États-Unis ont déjà décaissé 500 millions de dollars à l'échelle internationale et comptent renforcer leur assistance. La communauté internationale doit en faire plus, notamment en agissant d'urgence face à la crise en Éthiopie. Il est encore temps de distribuer des semences et d'apporter un appui à l'agriculture avant la prochaine saison des semailles, faute de quoi les communautés vulnérables auront du mal à se sortir rapidement de cette situation. Nombre de communautés resteront dépendantes de l'aide alimentaire, ce qui alourdira encore plus les dépenses liées à l'assistance humanitaire. Les États-Unis comptent apporter une aide humanitaire à l'Afrique australe et aider les populations vulnérables à passer de bénéficiaires d'aide alimentaire à producteurs durables et résistants de leurs propres moyens de subsistance.

64. **M. Barnston** (chef prévisionniste, International Research Institute for Climate and Society (Institut international de recherche sur le climat et la société), Earth Institute, Columbia University), dit que l'épisode actuel d'El Niño est le plus fort qui ait été enregistré du point de vue de la température de l'océan, bien que d'autres mesures atmosphériques et océaniques montrent que celui de 1997 était en quelque sorte plus puissant. Il n'en demeure pas moins que l'épisode actuel est monstrueux et on estime à 60 ou 70 % la probabilité qu'El Niño et La Niña se manifestent à la fin de l'été et à l'automne 2016.

65. **M^{me} Falk** (CBS News) demande pourquoi il est possible de prévoir le temps qu'il fera, mais que les alertes concernant une manifestation d'El Niño et de La Niña ne sont pas si prévisibles.

66. **M. Barnston** (chef prévisionniste, International Research Institute for Climate and Society, Earth Institute, Columbia University) dit que la différence entre les prévisions météorologiques et les prévisions climatiques est énorme. Le climat, c'est une moyenne concernant la météorologie sur une longue période (plus d'un mois). Il est possible de produire des prévisions météorologiques précises en intégrant les données relatives aux conditions actuelles (humidité,

température, etc.) dans un modèle qui extrapole les équations physiques pour les 6 à 10 jours suivants. Après deux semaines, les prévisions météorologiques n'ont quasiment plus d'exactitude. Pour les prévisions climatiques, on se penche sur l'influence subtile mais cohérente des situations limites autour du globe : températures des océans, niveaux d'humidité des sols et couverture neigeuse. Ces facteurs de grande envergure peuvent permettre d'élaborer des prévisions climatiques sur six mois ou davantage. La principale situation limite permettant de prédire El Niño et La Niña est la température des océans. Les manifestations de ces phénomènes dans leur ensemble peuvent être prédites à travers l'examen des températures moyennes des océans, bien que ces prévisions n'indiquent pas quels sont les jours au cours desquels les sécheresses et les inondations atteignent leur pic.

67. **M. Morales López** (observateur de la Colombie) dit que les effets du phénomène El Niño le plus intense de l'histoire ont été ressentis en Colombie et dans l'ensemble de l'Amérique latine. Ses conséquences dévastatrices sur les plans économique, social et environnemental constituent une motivation pour promouvoir des systèmes de planification avant les catastrophes plus satisfaisants.

68. Toutes les régions de la Colombie ont été éprouvées et ont connu une baisse de 70 % des pluies ainsi qu'une réduction importante des quantités d'eau disponibles pour la consommation humaine, l'agriculture et la production d'énergie. Environ 2,4 millions de personnes ont été touchées par la catastrophe et les cultures ont été détruites sur une superficie de plus de 630 000 hectares. Entre janvier et octobre 2015, environ 16,6 millions d'habitants de l'Amérique latine ont été directement touchés par la sécheresse ou les inondations causées par El Niño. En Amérique centrale, l'assistance humanitaire a permis de secourir plus de 3,5 millions de personnes qui avaient perdu leurs cultures. Le Honduras, le Guatemala et El Salvador connaissent la pire sécheresse enregistrée depuis des dizaines d'années, ce qui met leurs populations en danger d'insécurité alimentaire grave.

69. La Colombie a déjà investi plus de 530 millions de dollars pour mettre en place des plans d'intervention d'urgence face à El Niño. Le plan national d'intervention d'urgence est mis en œuvre en quatre étapes : planification et préparation; alerte rapide; relèvement et évaluation, avec la participation

de tous les secteurs concernés et des collectivités locales.

70. Il est nécessaire de mettre en œuvre l'Accord de Paris afin de se préparer à toute intensification des phénomènes El Niño et La Niña. La première occasion à saisir devrait être la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) qui aura lieu en 2016 en Équateur. Le Nouveau programme pour les villes doit définir à l'intention de la communauté internationale les mesures à prendre pour créer des établissements humains capables de résister à El Niño et à des phénomènes de ce type. Les villes, ainsi que les zones rurales desquelles elles dépendent sont un espace idéal pour atténuer les risques de catastrophe naturelle et renforcer la résilience des systèmes économiques, des secteurs productifs et des écosystèmes.

71. **M^{me} Ordoñez Solano** (Honduras), Vice-Présidente, dit que le Honduras est un des pays les plus exposés aux changements climatiques. El Niño a notamment été à l'origine d'une sécheresse de deux ans en 2014-2015. Cette situation critique pose un grave risque pour la sécurité alimentaire nationale et pourrait accélérer les vagues migratoires. Environ 298 municipalités situées dans le « couloir de la sécheresse » ont perdu l'essentiel de leurs cultures et connaissent une baisse alarmante des réserves d'eau potable.

72. El Niño et, plus généralement, les changements climatiques, sont la cause de catastrophes naturelles de plus en plus nombreuses qui obligent les pays les plus vulnérables à modifier radicalement leurs modèles de production et d'utilisation de l'énergie. Le Gouvernement hondurien s'est appuyé sur ses ressources propres pour faire face aux situations d'urgence dues à cette nouvelle réalité climatique. Cependant, la communauté internationale et le système des Nations Unies doivent contribuer à la mise en place de programmes permettant de répondre aux besoins fondamentaux des populations vulnérables et de stratégies de résilience à long terme.

73. Le Sommet mondial sur l'action humanitaire qui se tiendra en 2016 en Turquie sera l'occasion idéale de conclure des accords et de forger des stratégies pour répondre à la grave menace qui pèse sur les communautés les plus pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes.

74. **M. Van Der Ree** (Organisation internationale du Travail) (OIT), dit que son organisation est préoccupée

par les dégâts que les phénomènes climatiques occasionnent aux capacités productives des populations. Il est à cet égard fondamental d'agir pour renforcer la résilience des lieux de travail à la faveur de mesures structurelles. La communauté internationale est, quant à elle, appelée à agir pour accroître la résilience des entreprises et la protection des moyens de subsistance et des moyens de production tout au long des chaînes d'approvisionnement en intégrant la gestion des risques de catastrophe dans les modèles et pratiques industriels. Les associations industrielles et professionnelles, y compris les coopératives, doivent veiller à la continuité des opérations, notamment dans les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. Il faut aussi que les ménages et les communautés puissent résister davantage aux chocs grâce à une meilleure conception et une mise en œuvre plus performante des dispositifs de filets sociaux, y compris ceux qui concernent les programmes pour l'emploi, à l'effet de reconstruire les infrastructures physiques endommagées.

75. Par exemple, l'OIT s'emploie, de concert avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et la FAO, à renforcer des capacités de production au Pakistan afin de se préparer à faire face aux catastrophes naturelles, puis de reconstruire. L'OIT est prête à aider les pays à mettre effectivement en œuvre le Cadre de Sendai. Elle est disposée également à diffuser dans les pays les directives relatives à la transition juste, un ensemble de recommandations adaptables pour aller vers des économies et des sociétés respectueuses de l'environnement.

76. L'orateur demande aux participants de faire part des efforts qu'ils ont déployés pour sauvegarder les capacités productives des personnes et des entreprises dans les zones touchées par les catastrophes naturelles, mais aussi de leurs propositions relatives aux actions concrètes à entreprendre à cet égard.

77. **M. Sareer** (Représentant permanent des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de l'Alliance des petits États insulaires) dit que les petits États insulaires en développement ont élaboré une variété de dispositifs de gestion des risques de catastrophe. Certains ont mis en place des mécanismes d'assurance risques qui offrent aux gouvernements une assistance financière initiale, de sorte que ceux-ci peuvent s'occuper d'autres questions sans entraves. Le

plus connu de ces systèmes est la Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility, un instrument qui ressemble aux assurances couvrant les pertes dues à l'interruption d'une activité et qui offre des liquidités à court terme aux pays touchés par un séisme ou un ouragan. Un mécanisme du même type existe pour les pays du Pacifique.

78. Les petits États insulaires en développement ont insisté pour que le système des Nations Unies élargisse son action coordonnée de lutte contre les catastrophes naturelles et évalue les besoins d'aide puis y réponde à travers des partenariats. Le Cadre de Sendai constitue une feuille de route claire en matière de planification de la réduction des risques de catastrophes naturelles. Il faut obligatoirement trouver une solution aux problèmes que pose El Niño en mettant en œuvre le Cadre de Sendai.

79. Pour mieux coordonner l'action du système des Nations Unies et le cadre global du Conseil économique et social, il faut éliminer le cloisonnement et renforcer la cohérence aux fins de la réforme à long terme.

80. **M. Zamora Rivas** (observateur d'El Salvador) dit que son pays est un des plus frappés par le « couloir de la sécheresse » créé par El Niño. Atteint par la sécheresse, puis par des inondations de plus en plus intenses à chaque épisode d'El Niño et de La Niña, le pays est entré dans un cercle vicieux, notamment pour les populations les plus pauvres car la sécheresse détruit leurs cultures tandis que les inondations emportent leurs maisons et leurs biens.

81. On compte actuellement 272 municipalités vulnérables dans le pays dont 54 font face à une grave sécheresse. Au début de 2016, la Gouvernement, de concert avec le PAM, a recensé les familles nécessitant une aide alimentaire d'urgence.

82. L'orateur demande à la communauté internationale d'élaborer des mécanismes favorisant la résilience à long terme dans le « couloir de la sécheresse ». Avec ces phénomènes récurrents, il est plus coûteux de rebâtir après les catastrophes que de les prévenir. Il faut donc renforcer la coopération pour surmonter cette crise que le pays n'a pas créée mais dont il subit les effets.

83. **M. Sandoval Cojulún** (Guatemala) dit que 10 millions de personnes d'Amérique latine et des Caraïbes sont actuellement éprouvées par El Niño.

Pour faire face à cette situation, il faut collaborer avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, les organismes nationaux et les partenaires de l'action humanitaire et de développement. Les pays de l'Amérique centrale situés dans le « couloir de la sécheresse » sont victimes année après année d'El Niño et de La Niña. Les solutions d'urgence ne peuvent à elles seules constituer le remède à des phénomènes récurrents. Il est nécessaire d'investir de façon stable et à long terme dans le renforcement de la résilience pour aider les gens à sortir du cycle de la faim. L'aide d'urgence ne soulage pas durablement les victimes d'El Niño. Faute d'investissements permanents destinés à empêcher que de telles situations se reproduisent année après année, il serait difficile de briser le cycle de la faim qui compromet le développement.

84. **M^{me} Menabde** (Organisation mondiale de la Santé) (OMS) dit que les conséquences climatiques d'El Niño pourraient s'estomper dans les semaines et les mois à venir, mais que ses effets sur la santé humaine persisteront pendant le reste de l'année 2016 et au-delà. Le monde est confronté aux conséquences sanitaires des catastrophes naturelles, notamment les maladies, la malnutrition, des perturbations dans le fonctionnement des services de santé, la prévalence des maladies transmises par les moustiques et l'interruption de l'approvisionnement en fournitures médicales indispensables à la survie des victimes. Il est donc essentiel de gérer de telles conséquences médicales, d'assurer un accès continu aux systèmes de santé, de surveiller les signes d'apparition de maladies, de veiller à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, de poursuivre les campagnes de vaccination, d'assurer la disponibilité des fournitures médicales d'urgence, d'assurer une coordination satisfaisante de toutes les interventions et de garantir la mise en œuvre de plans nationaux d'urgences médicales efficaces.

85. L'OMS remercie vivement les pays donateurs tout en soulignant le grand écart entre les dons et les besoins de financement. Sur les 3,6 milliards de dollars nécessaires pour les interventions humanitaires consécutives à des épisodes d'El Niño, les besoins pour les soins de santé s'élèvent à environ 185 millions de dollars tandis que l'OMS réclame 151 millions de dollars. Ce montant modeste doit cependant être disponible immédiatement. Les besoins de financement des soins de santé devraient cependant augmenter et il

faudra mobiliser davantage de ressources pour renforcer la résilience et se préparer à affronter les prochaines catastrophes naturelles.

86. Il faut que le système des Nations Unies intervienne de façon coordonnée et que des ressources soient mobilisées d'urgence pour faire face à la propagation du virus zika. Il importe aussi d'envisager les actions de lutte à long terme contre les effets de ce virus et d'autres flambées épidémiques similaires. Il est à espérer que le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires des Nations Unies pour la lutte contre le virus zika permettra d'agir de façon rapide, souple et transparente en appui à cette intervention coordonnée et de mobiliser les ressources nécessaires.

87. La planification en prévision des catastrophes est vitale : investir dans le futur, c'est la certitude d'être payé en retour par une réduction des dépenses au moment des catastrophes. Surtout, les coûts humains dus aux actions tardives sont insupportables. La communauté internationale est tenue d'entrer en action dès lors qu'il s'agit de prévenir la maladie, les blessures ou la mort.

88. **M. Lambertini** (Italie) demande comment les questions concernant les petits États insulaires en développement, dont l'existence même est menacée par les changements climatiques, peuvent être mieux intégrées dans les discussions internationales et les cadres d'action.

89. **M^{me} Joergensen** (Programme alimentaire mondial) (PAM) dit que la gravité de la situation appelle une intensification des opérations de secours et des interventions humanitaires. En plus de répondre à des besoins immédiats, le PAM investit également dans la planification en prévision de catastrophes à venir et dans la résilience. Il est possible d'atténuer l'impact et les coûts des opérations de secours grâce à des interventions en amont. En 2015, le PAM a lancé la Facilité pour la sécurité alimentaire et la résilience climatique (FoodSeCuRe), qui apporte la souplesse nécessaire pour mobiliser des fonds avant les catastrophes, généralement trois à six mois avant un épisode de sécheresse et plusieurs semaines avant des inondations et des tempêtes.

90. Les activités sont autant que faire se peut intégrées à l'action de renforcement de la résilience climatique. Les participants aux programmes du PAM reçoivent une formation aux pratiques agricoles respectueuses du climat, telles que le recueil des eaux

de pluie et les systèmes d'irrigation appropriés, avant de se voir octroyer des denrées alimentaires ou une aide en espèces. La Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC) est un exemple d'approche de groupe qui diminue les dépenses d'intervention après les catastrophes avant que celles-ci ne se transforment en crises humanitaires et offre de meilleurs services aux victimes.

91. Ce n'est qu'à la faveur de financements pluriannuels que l'on peut renforcer la résilience à long terme des populations vulnérables face aux catastrophes climatiques, notamment dans les communautés et les pays les plus exposés à l'insécurité alimentaire et à des catastrophes récurrentes. Les financements pluriannuels sont tout aussi essentiels pour établir des passerelles entre l'action humanitaire et les efforts de développement.

92. **M. Jiménez** (observateur du Nicaragua) dit que la communauté internationale doit œuvrer solidairement à surmonter les conséquences fâcheuses d'El Niño. Mère Nature essaie de nous transmettre des messages très importants. De nombreux pays du Sud ont été frappés par la sécheresse pendant plus de quatre ans. L'Amérique centrale est tout particulièrement touchée car c'est là que s'est formé le « couloir de la sécheresse » dû à El Niño, qui s'est ensuite élargi pour atteindre le littoral pour la première fois en 2016. Les étés étant plus longs, l'agriculture pâtit du manque d'eau car les réserves n'ont pas été reconstituées depuis les dernières sécheresses.

93. Le Gouvernement nicaraguayen a pris des mesures concrètes pour trouver des solutions durables au problème et compte mettre en place plusieurs réservoirs d'eau. L'insécurité alimentaire touche environ 3,5 millions de personnes dans la région et compromet la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030, notamment le droit à une alimentation adéquate et l'élimination de la faim. La sécurité alimentaire et l'alimentation se présentent désormais comme un problème de dimension mondiale qu'il faut régler d'urgence.

94. Les pays développés ont des responsabilités historiques à assumer à l'égard des pays plus vulnérables : ils doivent respecter leurs engagements financiers et œuvrer à renforcer les capacités des pays frappés par El Niño. Ils sont aussi appelés à changer leurs modèles de production et de consommation non

durables qui portent atteinte au fonctionnement harmonieux de la nature.

95. **M. van Oosterom** (observateur des Pays-Bas) dit que face à des défis indissociables, il faut mettre en place une approche intersectorielle. Les pays doivent redoubler d'efforts pour contribuer aux secours dans les situations de catastrophe, car c'est la première ligne de défense. Il faut aussi apporter un appui plus important à la résilience face aux catastrophes. Après Sendai, les Pays-Bas, dont la plus grande partie se situe en-dessous du niveau de la mer, se sont employés, avec d'autres pays, à lancer la Coalition Delta, qui diffuse des données d'expérience aux pays ayant les mêmes caractéristiques géographiques. Les communautés établies dans la corne de l'Afrique et en Afrique australe sont particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire. Les Pays-Bas se sont engagés à les aider en leur versant 8 millions d'euros et en mettant notamment l'accent sur l'action en faveur des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ils ont ainsi versé des sommes en liquide et offert des bons d'alimentation aux personnes nécessiteuses ainsi que des semences résistantes à la sécheresse au titre de l'assistance à long terme.

96. **M. Puley** (Bureau de la coordination des affaires humanitaires) dit que les interventions humanitaires pour faire face à l'épisode actuel d'El Niño sont d'une ampleur sans précédent et que les gouvernements, les organisations régionales, les Nations Unies et les ONG ont bien coordonné leurs efforts.

97. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et ses partenaires humanitaires ont intensifié les actions d'analyse des risques, de planification et d'intervention, travaillé avec les gouvernements et les partenaires de développement pour investir dans la réduction des risques et la résilience et plaidé, avec les donateurs, pour disposer de financements rapides et souples. Le Bureau a organisé des réunions d'information auxquelles ont pris part six États Membres pour appuyer les efforts déployés sur le terrain afin d'intensifier la sensibilisation et la mobilisation des ressources. Le Fonds central pour les interventions d'urgence a alloué 115 millions de dollars pour des activités vitales liées à El Niño dans 18 pays qui avaient établi des plans chiffrés d'interventions humanitaires.

98. Cependant, le déficit de ressources n'a pas permis d'intensifier comme attendu les actions prévues et les

programmes d'importance vitale sont aujourd'hui menacés d'être réduits à la portion congrue. Même si les contributions annoncées, d'un montant de 500 millions de dollars, sont mobilisées, il restera un déficit de financement de plus de 1,7 milliard de dollars. Ce montant devrait être encore plus important avec l'approbation de nouveaux plans et la finalisation de nouvelles évaluations des besoins. Bien que le phénomène El Niño s'atténue, ses conséquences humanitaires seront de plus en plus importantes, sachant qu'il est notamment prévu que le pic d'insécurité alimentaire ne se produira pas avant décembre 2016. La situation s'aggraverait encore plus si le phénomène La Niña se déclare à la fin de 2016, à un moment où les capacités d'intervention seront déjà bien affaiblies.

99. Il faut d'urgence intensifier les actions d'aide avant que le scénario du pire ne se produise. La communauté internationale doit rapidement couvrir les besoins vitaux, mais aussi aider les populations à gagner en autonomie et à renforcer les capacités individuelles et collectives de lutte contre les prochains chocs. Elle doit aussi multiplier les investissements dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe avant les prochains épisodes d'El Niño et de La Niña, qui ne sauraient tarder.

100. À cette fin, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de concert avec les donateurs et les autres partenaires, s'efforcera d'accroître d'urgence le financement des interventions et des actions de résilience, de mobiliser les ressources déjà annoncées, de modifier les priorités concernant les fonds de développement au bénéfice de la réduction des risques et du renforcement de la résilience et de trouver des ressources supplémentaires pour couvrir les déficits de financement.

101. Le Sommet mondial sur l'action humanitaire sera pour la communauté internationale une occasion cruciale pour changer les modalités de gestion des risques climatiques, notamment lors de la Table ronde de haut niveau sur les catastrophes naturelles et les changements climatiques. Le Bureau s'emploie avec plusieurs partenaires à définir un ensemble d'actions que les acteurs de l'aide humanitaire et de l'action de développement devront mettre en œuvre dans des délais précis, une fois que le risque élevé de déclenchement d'un épisode d'El Niño ou de La Niña aura été confirmé, ce qui, à l'avenir, permettra d'agir de façon plus avantageuse et plus précoce. Considérant

que La Niña a de plus en plus de probabilités de se déclarer à la fin de 2016, il est urgent d'accélérer les actions de planification, de résilience et de réduction des risques.

102. **M^{me} Falk** (CBS News) dit que deux thèmes récurrents ont émergé. D'abord, la nécessité pour la communauté internationale d'accélérer la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour mieux affronter le phénomène El Niño. Ensuite, il faut veiller à ce que les investissements publics et privés destinés au développement soient mobilisés après une étude approfondie des risques et à favoriser de nouveaux investissements dans des mécanismes multirisques d'alerte rapide performants à l'échelle régionale et compatibles avec les dispositifs nationaux.

Clôture de la réunion spéciale

103. **M. Wu Hongbo** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) dit qu'il faut traiter les aspects économiques et sociaux du phénomène El Niño si l'on veut réaliser les objectifs inscrits dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ne laisser personne en marge. À cet égard, il importe de réduire les effets des manifestations climatiques extrêmes sur les secteurs clés du développement de façon à permettre aux pays de réaliser les objectifs de développement durable. Pour atteindre les objectifs relatifs à la résilience, il est également fondamental de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des stratégies de réduction et de gestion des risques de catastrophe. Le temps est venu de traduire les engagements en actions concrètes et de faire en sorte que les pays affichent la résilience nécessaire face aux phénomènes climatiques extrêmes. Il est difficile de prévoir les phénomènes climatiques graves, mais il faut prendre des mesures pour gérer et contrôler les dégâts qu'ils provoquent. La meilleure façon de réduire leurs effets est de se mobiliser et d'agir solidairement et efficacement à l'échelle mondiale. C'est ainsi qu'il est possible de promouvoir les mécanismes d'alerte rapide à travers un cadre mondial de services climatiques. On peut également s'appuyer sur la coopération pour le développement pour renforcer la résilience et réduire les risques aux niveaux local et national. L'orateur encourage les pays touchés par ces catastrophes à diffuser entre eux les informations dont ils disposent et note de ce point de vue que le Conseil économique et social peut constituer une plate-forme d'échanges. Le Département

des affaires économiques et sociales continue pour sa part d'aider les États Membres à mettre en œuvre de façon cohérente et intégrée le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris.

104. **Le Président**, saluant les pays affectés et le système des Nations Unies pour les efforts qu'ils ont entrepris face à El Niño dit qu'il faut s'appuyer sur les enseignements tirés des précédents épisodes d'El Niño car on sait bien que la planification en prévision des catastrophes est nécessaire pour réduire au minimum les incidences économiques, sociales et environnementales du phénomène. Les principales conclusions et recommandations de la présente réunion seront rassemblées et intégrées dans une déclaration du Président qui informera une réunion plénière de l'Assemblée générale des recommandations pratiques à mettre en œuvre pour faire face aux retombées socioéconomiques et environnementales d'El Niño.

La séance est levée à 13 h 15.